

LE VOISINAGE ? QUELLE IMPORTANCE ?

Ray Forrest

ERES | *Revue internationale des sciences sociales*

2007/1 - n° 191
pages 137 à 151

ISSN 0304-3037

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2007-1-page-137.htm>

Pour citer cet article :

Forrest Ray, « Le voisinage ? Quelle importance ? »,
Revue internationale des sciences sociales, 2007/1 n° 191, p. 137-151. DOI : 10.3917/riss.191.0137

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le voisinage ? Quelle importance ?

Ray Forrest

Introduction

Il semble quelque peu paradoxal que le voisinage soit un thème si important du débat au niveau tant de l'élaboration des politiques que de la recherche universitaire. Nous vivons dans un monde où le *lieu* est considéré comme de plus en plus fluide et perméable et où nos identités et trajectoires sociales semblent de plus en plus façonnées par des facteurs plutôt virtuels et lointains que réels et immédiats.

Un discours largement répandu sur la mondialisation, sous toutes ses formes et variantes, et sur l'informationnisme, l'évolution technologique et le cosmopolitisme postmoderne pourrait suggérer que le voisinage voit son importance diminuer rapidement dans notre vie quotidienne. L'image dominante de la vie sociale est celle d'une superficialité éphémère, de réseaux électroniques, d'une communauté sans frontières et d'un chaos et d'une désorganisation généralisés. Nous ne savons plus, semble-t-il, qui nous sommes - ou, en fait, où nous sommes. Dans une étude sur les perspectives de la sociologie au prochain millénaire, Urry (1999) évoquait une sociologie « mobile », avec des concepts centraux tels que ceux de *fluides*, de *réseaux*, de *flux* et de *complexité*, pour s'adapter aux diverses mobilités des personnes, des objets, des images et des informations. Il y aurait là peu de place, et certainement peu d'excitation intellectuelle, pour les notions stables et familières que nous avons tendance à

Ray Forrest est professeur d'urbanisme à l'École d'études sur les politiques et Directeur associé du Centre d'études asiatiques de l'Université de Bristol. Il est également professeur associé à la City University de Hong Kong. Il mène actuellement un travail de recherche financé par le Conseil de la recherche économique et sociale du Royaume-Uni sur le patrimoine immobilier et la dynamique intergénérationnelle dans les sociétés d'Asie de l'Est.
Email : R.Forrest@bristol.ac.uk

associer avec les idées du voisinage. Cependant, l'idée de voisinage, ou de *communauté* comportant, implicitement ou explicitement, une certaine dimension spatiale locale, reste porteuse d'une imagerie puissante et semble demeurer comme une part importante de notre expérience vécue. En outre, quelle que soit la force conceptuelle du terme, les politiciens, ceux qui conçoivent les politiques et de nombreux universitaires continuent de l'utiliser pour désigner quelque chose qui nous touche.

Dans certains cas, il s'agit d'une imagerie qui renvoie à un monde désormais révolu. A. et M. Shaw (1999), par exemple, évoquent, dans le contexte des évolutions technologiques et des réseaux informatiques, un manque de cohésion qui touche de nombreuses communautés.

« Nous avons souvent perdu le sentiment du tissu serré du voisinage, du village, du lieu où chacun connaît le nom de tout le monde et où l'on tra-

vaille souvent avec ses voisins sur des projets destinés au bien de la communauté. Beaucoup de gens souhaiteraient voir revenir ce monde-là » (p. 318).

Savoir dans quelle mesure ces voisinages harmonieux ont jamais existé donne lieu, bien entendu, à quelques débats. Dans l'imagination populaire, le passé fait l'objet d'une nostalgie sélective pour un « âge d'or » perdu avec l'industrialisation et l'ère postindustrielle. La citation suivante est tirée d'une étude menée sur des quartiers de Londres en train de s'embourgeoiser :

« J'aime ce quartier. J'ai eu une enfance sans racines et j'aime le sentiment très fort de communauté

qu'ont les enfants. C'est comme un village au centre de Londres, avec le même genre de système d'entraide. Et les enfants ont l'impression d'être chez eux. J'aime l'idée que ces amitiés dureront dans le temps [...] Il n'y a aucun endroit en Angleterre pour lequel je voudrais quitter ce quartier » (Tina, 43 ans, décrivant ses sentiments à propos de Telegraph Hill en 1999, cité dans Butler et Robson, 2000).

Pour Tina au moins, qui vit dans l'une de ces « villes-mondes » au début du XXI^e siècle, tous les ingrédients du voisinage évoqués dans la citation précédente se retrouvent - sentiment d'appartenance, amitiés locales, sécurité et environnement évoquant celui d'un « village ». En outre, l'absence de racines est quelque chose qu'elle associe à son enfance, plutôt qu'à ce que vivent aujourd'hui ses enfants.

L'idée principale du présent article n'est cependant pas de soutenir que le voisinage local serait encore pertinent en tant que source d'identité sociale et de sens - bien que cela soit certainement une dimension de son propos. L'objectif plus général est de réfléchir sur le regain actuel d'intérêt pour la « communauté » et le « voisinage » dans un grand nombre de travaux universitaires et d'études sur les politiques en Occident et d'examiner quelques-unes des différentes résonances que conserve l'idée de voisinage dans le monde contemporain. En d'autres termes, pourquoi *faut-il* s'intéresser au voisinage, et de quelles manières ? Il va de soi que cet article ne peut pas faire le tour de tous les contextes urbains et culturels et il est donc principalement centré sur les villes (post) industrielles, plus mûres. Il ne prétend pas, par exemple, proposer une étude de la conception et du rôle du voisinage dans les villes plus pauvres, mais en expansion rapide, d'Afrique ou d'Asie du Sud, où les structures informelles continuent d'être importantes.

Le voisinage est abordé ici sous différents angles : en tant que *communauté*, *marchandise*, *niche de consommation* et *contexte*. Le débat sur les relations entre *voisinage* et *communauté* est, bien évidemment, vaste et ancien (voir notamment Blokland, 2003). Il n'est pas utile d'entrer dans le détail de cette question. Parallèlement, l'idée de voisinage est nécessairement un concept fluide et, aux fins de la recherche, sa définition doit varier selon les questions traitées. À certaines fins et dans certains contextes, il peut s'agir d'un découpage administratif particulier. Ce serait le cas de l'incidence potentielle des sec-

teurs scolaires sur le comportement du marché du logement. Dans d'autres situations, le voisinage peut être explicitement inscrit dans le processus de planification et de participation par le biais de sa conception matérielle et/ou de structures formelles prévoyant la création de comités. À d'autres fins, il s'agit d'une entité socialement construite dans le temps par les pratiques routinisées des résidents. Ce qui ne fait pas d'ambiguïté, c'est que le terme désigne une association « spatiale », mais qu'une localisation dans l'espace peut aussi bien comprendre une notion de *communauté* ou non.

L'article s'intéresse autant à la façon dont les voisinages sont présentés et vendus qu'à leur construction sociale au fil du temps. Pour ce qui est du premier point de vue, on ne voit pas clairement, par exemple, comment ils relèvent de la définition suivante proposée par Byrne (1999), qui s'inspire de Ruth Glass.

À mon sens, l'une des définitions les plus utiles a été donnée en 1944 par cette dernière, qui distinguait les voisinages, simples ensembles de personnes habitant dans une même zone et vivant les mêmes choses, des « communautés », conscientes de la communalité procédant d'une expérience spatiale commune et désireuses d'une action commune. Le parallèle avec la distinction marxienne entre classe en soi et pour soi est clair (Byrne, 1999, p. 119).

À quel titre pourrait-on, dans ce cas, faire une différence entre un quartier ouvrier classique, sédimenté et mobilisé pour la défense de ses intérêts communs contre le promoteur capitaliste, et la posture offensive d'un quartier privé, d'origine récente et déterminé à préserver la valeur de ses biens ? L'un et l'autre semblent relever de la définition proposée par Glass du voisinage comme « communauté ».

Il est également impossible d'évoquer les voisinages sans se référer d'une manière ou d'une autre aux débats qui entourent le concept de mondialisation. Pour ce qui nous intéresse ici, il convient de citer trois éléments qui semblent particulièrement pertinents dans l'abondante production consacrée à ce sujet : tout d'abord, l'argument selon lequel les forces économiques qui pèsent sur les quartiers résidentiels et déterminent leur sort en termes d'investissement ou d'emploi se situent de plus en plus souvent au-delà des limites de la ville et de l'État-nation auquel appartient cette dernière ; ensuite, l'argument selon lequel les influences qui s'exercent

sur nos valeurs, nos modes de vie et le comportement social général sont de moins en moins de l'ordre de la coprésence et s'exercent de plus en plus souvent à distance et par des moyens électroniques ; enfin, d'une manière plus prosaïque, la transformation évidente des habitudes de consommation de voisinage, avec le remplacement des commerces de détail par l'omniprésent McDonald's ou un établissement de restauration rapide équivalent.

Il faut enfin prendre en compte la pertinence que conserve le voisinage d'un point de vue transculturel et reconnaître la forte composante d'ethnocentrisme ou d'eurocentrisme qui entre dans ses conceptions et de son rôle dans la société urbaine contemporaine. La littérature relative au voisinage provient principalement d'études américaines ou européennes. La notion de communauté « perdue » d'un âge industriel antérieur représente une part importante de la toile de fond des débats sur la communauté et le voisinage dans la société européenne. De nombreux ouvrages consacrés au voisinage comportent des présupposés implicites ou explicites quant à l'érosion de la vie de famille traditionnelle et les réseaux primaires de parenté – présupposés qui peuvent appeler des réserves considérables dans d'autres contextes culturels.

Le voisinage revivifié

Dans un contexte européen au moins, nous sommes parvenus, semble-t-il, à un nouveau pic d'intérêt pour le voisinage. Comme on l'a déjà suggéré, cela semble curieux compte tenu du discours dominant sur la mondialisation et la post-modernité, mais ce phénomène est lié à ces débats, et cela de diverses manières. Au niveau le plus général, il s'agit d'une inquiétude face à l'effritement du ciment social de l'ère industrielle, et en particulier face à l'érosion de la religion, des syndicats et de la famille. Tout comme on considérait que l'urbanisation de l'ère industrielle produisait un ordre social dans lequel les liens traditionnels de la communauté - un espace partagé, les liens étroits de la parenté, les valeurs morales et religieuses communes - étaient remplacés par l'anonymat, l'individualisme et la compétition, on formule des prédictions semblables pour l'ère de l'information. Les technologies de l'information, une nouvelle virtualité des réseaux sociaux et une fluidité et une superficia-

lité plus grandes des contacts sociaux continuent d'éroder ce qui restait des liens de proximité spatiale et de parenté. Il y a une nouvelle crise de la cohésion sociale. Qu'est-ce qui nous reliera désormais ?

C'est là que le voisinage est réapparu en tant que chantier d'une grande importance potentielle pour reconstruire la cohésion depuis la base vers le sommet, avec des citoyens actifs et autonomisés pratiquant la mutualité et la réciprocité. Cette situation est également liée à une inquiétude quant au déclin de la participation démocratique formelle. Trop de gens ne se soucient plus de voter. L'attention accordée au voisinage s'inscrit dans le cadre d'un intérêt plus large pour le déclin et la reproduction du capital social. En s'appuyant notamment sur le travail de Putnam (1993a, 1993b), les décideurs politiques se sont intéressés à la qualité et à l'intensité des relations sociales locales en tant qu'elles font partie d'un agenda d'ensemble visant au renouveau démocratique par l'intermédiaire de la communauté locale. Une société au sein de laquelle les gens sont activement engagés en tant que voisins aurait également, assure-t-on, des chances de posséder une culture civique saine et vigoureuse. Cet intérêt qui se manifeste en termes de politiques pour la cohésion sociale, les réseaux sociaux, la confiance et la mutualité au niveau du voisinage, procède également d'une inquiétude particulière face aux concentrations de handicaps et de pauvreté en Europe métropolitaine et en Amérique du Nord. La mondialisation en tant que transformation des marchés du travail et des perspectives d'emploi accentue la polarisation sociale et celle des revenus. Il ne s'agit pas nécessairement d'une fission nette ; elle prend différentes formes selon les lieux et est médiatisée par les facteurs locaux (Hill et Fujita, 2003). Cependant, le sens de l'évolution est indéniable et conduit à une stigmatisation croissante de certains quartiers, dont les normes sociales divergent des normes dominantes et, à l'extrême, à l'apparition de zones interdites d'accès et à l'abandon des logements.

Sous l'effet combiné de la transformation des possibilités de logement par les politiques de privatisation, de politiques sociales locales productivistes, de la réduction du pouvoir de négociation sur le marché du travail et du recul de l'État providence, ce que l'on avait coutume d'appeler « le problème urbain » est de retour pour se venger. Ainsi, un rapport du gouverne-

ment britannique a affirmé que l'on comptait, « pour la seule Angleterre, plusieurs milliers de quartiers pauvres » (p. 20). Le rapport évoquait la ghettoïsation économique, l'érosion du capital social et la menace que représente pour la cohésion sociale l'impact disproportionné sur les minorités ethniques et les jeunes (Social Exclusion Unit, 2000). L'idée est que le voisinage, à tort ou à raison, a reconquis l'attention des décideurs politiques, et cela pour deux raisons : tout d'abord en tant qu'élément de base du maintien de la cohésion sociale (en lien avec l'engouement actuel pour les politiques communautaires de la Troisième voie) ; ensuite, du fait de l'évidente saturation de pauvreté et de handicaps que connaissent certaines parties des villes les plus importantes.

Un troisième facteur a été l'inquiétude suscitée par le déclin de la population des centres-villes et, en particulier, par la fuite des classes moyennes. Le malaise social évident de certaines zones urbaines, la menace de la violence et la multiplication des cambriolages sont une partie de l'explication, mais il y a longtemps qu'un mouvement en direction des banlieues et au-delà touche de nombreuses villes américaines et européennes. Une renaissance urbaine est nécessaire, dans le cadre de laquelle certains groupes qui se distinguent par leur mode de vie – les urbains suburbains, comme les ont désignés certains analystes américains (Lang *et al.*, 1997) –, ont suscité un intérêt renouvelé pour la création de villages urbains et pour un urbanisme des quartiers. Quels sont les ingrédients essentiels du voisinage qui feront revenir certains groupes dans les centres-villes ? Une réponse à cette question a évidemment consisté en une vague nouvelle et généralisée d'embourgeoisement qui a transformé les centres-villes et, souvent, déplacé les groupes vulnérables vers la périphérie (Smith, 2002).

La renaissance du voisinage s'inscrit également dans le cadre de la montée parallèle du localisme et du mondialisme. McGrew (1992) a utilement décrit les bipolarités d'une mondialisation dans laquelle, par exemple, la réaffirmation du local elle-même fait partie du processus de mondialisation. Ainsi, pourrait-on affirmer, le fondamentalisme religieux, le nationalisme et la prolifération de nouveaux États-nations sont autant d'expressions de la recherche d'une identité sociale et d'une signification sociale dans un monde où domine le capitalisme mondial. Le voi-

sinage se situe dans ce contexte, où des traditions que l'on peut dire locales sont revivifiées et où l'enracinement a apparemment une nouvelle valeur. Est donc apparue, au milieu du discours de la mondialisation, une certaine renaissance des idées de « communauté locale » (Etzioni, 1993), pour lesquelles le voisinage est le réceptacle d'un bon nombre des ressources informelles de la « troisième voie ». Les forces qui pèsent sur nous semblant de plus en plus distantes, les interactions sociales locales et les repères familiaux de notre voisinage peuvent prendre une plus grande importance. Dans son examen des identités territoriales, Castells (1997) explique les raisons de certaines de ces conceptions contradictoires du changement social.

« Que ce soit au village, en ville ou en banlieue, les habitants se socialisent et interagissent dans leur communauté locale et construisent des réseaux avec des voisins. Cela dit, les identités fondées sur le partage d'un lieu s'entrecroisent avec d'autres sources de sens et de reconnaissance sociale, au sein d'une structure extrêmement diversifiée qui autorise plusieurs interprétations opposées » (p. 79-80).

En d'autres termes, le voisinage local reste important en tant que source d'identité sociale, mais il existe de nombreuses autres sources. Cette idée est proche de la conception de « communauté intermédiaire » de Guest et Wierzbicki (1999) selon laquelle les voisinages urbains continuent de jouer dans la vie des gens un rôle important, mais plus spécialisé, parallèlement à l'accroissement des associations extérieures au voisinage. Tout comme le rôle de la famille, du travail et d'autres aspects de la vie sociale, le voisinage urbain est lui aussi transformé.

Tout cela est fort bien, mais nous intéressons-nous *vraiment* au voisinage aujourd'hui ? Les réseaux sociaux sont à l'échelle de la ville, nationaux, internationaux et de plus en plus virtuels. Dans le voisinage connecté de l'ère de l'information, qui offre des possibilités de « socialisation indirecte » qui ne cessent de s'étendre (Guest et Wierzbicki, 1999), où des gens qui habitent le même espace géographique peuvent habiter des mondes sociaux très différents (Reich, 1991 ; Graham et Marvin, 2001), qu'est-ce qui relie les gens les uns aux autres dans la même rue ? La réponse peut dépendre de savoir quels groupes de la société on considère. Dans la ville-monde, faite de différence et de diversité, le voisinage semble assurément être

important, l'appartenance ethnique et la préférence sexuelle devenant des traits essentiels de la mosaïque urbaine, bien que de plus en plus largement façonnés par l'industrie de l'immobilier et par ceux qui créent les images de la ville. Un quartier africain, une Little India ou une communauté homosexuelle sont quelques-unes des caractéristiques essentielles permettant à une ville de prendre sa place dans l'ordre mondial. Cependant, cette image de la ville est elle-même produite par des gens vivant dans un monde social qui n'est peut-être pas l'expérience vécue par la majorité. L'intellectuel connecté électroniquement qui sirote un cappuccino dans un café du front de mer peut avoir une vision du monde très différente de celle d'une veuve âgée ou d'un jeune chômeur. L'enracinement du chômage vécu par de nombreux groupes dans différentes parties du monde, conjugué à un vieillissement démographique rapide, dénote un monde dans lequel le lieu de résidence pourrait avoir de l'importance en tant qu'il est le lieu où se déroule une grande partie de la vie quotidienne – les deux étant le produit de choix et de contraintes. Notre perception du rôle du quartier résidentiel dans la société contemporaine peut donc être excessivement tributaire du point de vue du monde du travail formel.

Le voisinage comme communauté

Il existe une relation étroite, voire ambiguë, entre l'idée de voisinage et celle de communauté (Blokland, 2000). La dimension du voisinage souligne l'interaction sociale, les réseaux sociaux et les relations de voisinage. Comment cette dimension consonne-t-elle avec le monde contemporain ? Les questions de cohésion du voisinage et leurs implications en termes de modèles de participation, de prise en charge et de contrôle sont liées à la qualité et à la force des liens qui existent entre voisins. Que signifie le fait d'être voisin ? S'agit-il d'établir des relations étroites d'amitié, d'emprunter un objet qui vous manque ou de se dire bonjour dans la rue à l'occasion ? Les liens très faibles des relations occasionnelles ont-ils beaucoup d'importance dans ce schéma ? En s'appuyant sur le travail de Granovetter (1973), Henning et Liebig (1996) ont étudié le rôle des liens faibles entre voisins, c'est-à-dire « les contacts quotidiens sans prétention dans le voisinage » (p. 6). Ils ont souligné que les

quartiers résidentiels restaient importants pour des groupes tels que les enfants, les personnes âgées et les handicapés, qui ont des chances de passer sensiblement plus de temps chez eux et aux alentours que ceux qui travaillent à temps partiel ou à plein temps. Leur étude suggère également la permanence d'une dimension de classe dans la nature et l'importance des réseaux sociaux pour ce qui est des liens forts. Le cadre local joue un rôle plus important pour la classe ouvrière que pour la classe moyenne. En général, cependant, les gens ont tendance à avoir des liens plus forts en dehors du voisinage. Cependant, selon Henning et Liebig, lorsque interviennent des liens plus faibles, le tableau change. « Pour ce qui est de la cartographie des *liens faibles*, nos résultats de 1993 montrent que les gens rencontrent assez souvent leurs voisins et d'autres personnes dans la zone où ils résident, mais d'une manière plus superficielle. Le concept de lien faible prend donc de l'importance. Le nombre de liens faibles dans le voisinage est trois fois plus important que celui des liens forts si on compare les valeurs moyennes pour le nombre total des contacts. L'importance des liens faibles a été soulignée par les habitants, qui ont déclaré que ces contacts produisaient un "sentiment d'être chez soi", de la "sécurité" et un "soutien sur le plan pratique et sur le plan social". Seuls 10 % ont déclaré que ces contacts étaient de peu d'importance ou sans importance » (p. 22).

Ils suggèrent que l'importance du voisinage tient en partie à ce qu'il est un cadre dans lequel on établit et entretient des liens faibles. Les contacts de ce type vont d'un salut de la tête à de menus services que l'on se rend. Ces contacts ne sont cependant pas seulement une source importante de bien-être général, mais ils peuvent assurer des passerelles importantes entre des réseaux de liens forts.

C'est également ce domaine des relations occasionnelles et des pratiques routinisées que certains sociologues ont désigné comme important pour assurer les « réparations » courantes dans la vie quotidienne. Dans le monde chaotique et désorganisé où il semble que nous vivions tous, ces routines monotones peuvent avoir dans la société urbaine contemporaine plus d'importance que nous ne le reconnaissons. Comme l'a observé Pahl (1991), « la plupart des gens vivent dans des mondes étroits relevant de la *Gemeinschaft*, faits de voisinage et de parenté. Les intellectuels cosmopolites ne semblent que trop prêts à oublier ou

à nier que la plupart des gens mènent une vie domestique à petite échelle » (voir la note p. 346). L'idée est que c'est le voisinage qui a des chances d'être le lieu de ce « travail de réparation » et de cette « normalisation » permanents.

Peut-on avoir des voisinages sans voisins ? La question de savoir si les habitants des villes contemporaines ont moins de chances de nouer des relations avec leurs voisins et dans quelle mesure il existe des différences entre groupes sociaux a été traitée d'une manière on ne peut plus systématique par Guest et Wierzbicki (1999). Les faits qu'ils observent sont limités aux États-Unis et il ne faudrait pas supposer que leurs résultats sont applicables ailleurs. Cependant, leur analyse fournit un correctif utile et de bon sens à des affirmations plus spectaculaires sur le déclin du rôle du voisinage. Si les données confirment un déclin général des relations de voisinage sur trois décennies (les années 1970, 1980 et 1990), il n'est pas substantiel et les relations de voisinage « continuent d'être une activité importante pour un segment notable de la population » (p. 109). Un trait plus marqué est que les liens extralocaux s'accroissent et sont de moins en moins dissociés des formes d'interaction locale. En d'autres termes, les gens établissent des relations sociales à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du voisinage, mais il s'agit d'activités différenciées. Les personnes âgées et celles qui n'appartiennent pas à la population active accusent peu d'évolution de leur modèle de relations de voisinage et semblent relativement plus dépendantes des liens locaux. Certains éléments indiquent une distinction croissante entre « cosmopolites » et « locaux », mais il ne s'agit pas d'une polarisation nette – les cosmopolites eux-mêmes passant, semble-t-il, du temps avec leurs voisins. Tout cela est cohérent avec la conception du voisinage comme un cadre social qui continue à jouer un rôle important, mais de plus en plus spécialisé.

Bien qu'il soit possible que le niveau des contacts entre voisins n'ait pas décliné substantiellement, la nature et la qualité de ces relations peuvent avoir changé. La critique formulée par Fukuyama à l'égard des recherches de Putnam sur les activités associatives aux États-Unis est ici pertinente. Contestant certains des résultats des recherches de Putnam, Fukuyama affirme que ce n'est pas le déclin des activités associatives aux États-Unis qui peut être un facteur de moindre engagement démocratique et de désillusion institutionnelle. Le facteur essentiel est le changement

de nature des activités associatives. Contrairement à l'avis de Putnam selon lesquels les Américains s'associent moins, Fukuyama s'appuie sur des éléments suggérant que l'activité associative est en augmentation, mais qu'elle est d'une nature qualitativement différente – ordinairement axée sur un thème unique, et souvent *locale* (c'est moi qui souligne). Selon Fukuyama, les activités de ce type ont un *rayon de confiance* réduit. À la différence, par exemple, de l'appartenance à une Église ou un syndicat, ces nouvelles formes associatives réunissent un petit nombre de personnes partageant un même état d'esprit, ce qui constitue un symptôme de ce que Fukuyama désigne comme la *miniaturisation* de la communauté et de la moralité. En outre, les formes d'activité associatives telles que les systèmes de surveillance du quartier sont souvent provoquées par l'insécurité, la peur de la criminalité ou la chute de la valeur de l'immobilier et s'enracinent dans une *méfiance* envers l'ensemble de la société.

L'idée du voisinage comme « communauté » continue d'être celle à laquelle se réfèrent le plus souvent les universitaires et les décideurs politiques à propos des quartiers pauvres et défavorisés. On a tendance à décrire ces zones soit comme ayant un fort sentiment de communauté (mais manquant d'autres éléments essentiels, comme les emplois), soit comme dépourvues de sentiment de communauté du fait de la déperdition de leur capital social, sous l'effet notamment d'un important renouvellement des habitants ou de taux de criminalité élevés. Comme on l'a souligné précédemment, ce type de quartiers est celui qui, en Europe et en Amérique du Nord, absorbe une grande part des ressources et de l'énergie des décideurs politiques. Leur revitalisation est considérée comme essentielle pour la cohésion sociale et les actions au niveau des quartiers ont proliféré à l'échelle tant nationale que paneuropéenne. Il vaut toutefois la peine d'observer au passage qu'un grand nombre des caractéristiques de ces zones, considérées comme étant à la racine de leur malaise – telles que le renouvellement important de la population ou l'absence d'interactions sociales locales –, peuvent être tout aussi évidentes dans les zones où résident les classes moyennes (voir, par exemple, Baumgartner, 1988).

Le problème du renouvellement d'une population qui ne fait souvent que passer renvoie à une dernière remarque quant au rôle du voisinage comme communauté. Sommes-nous plus mobiles

aujourd'hui que dans aucune période antérieure de l'histoire ? Si la stabilité résidentielle a une importance pour la formation de réseaux sociaux fondés sur le voisinage (et plusieurs études suggèrent qu'il s'agit là d'un facteur critique - voir par exemple Sampson, 1988), alors il importe de savoir dans quelle mesure nous sommes plus ou moins mobiles. Il est difficile de disposer à cet égard de données empiriques solides. En outre, elles dépendent essentiellement des cohortes comparées, ainsi que de la période et du lieu sur lesquels porte la comparaison. Ainsi, de nombreuses personnes âgées peuvent aujourd'hui avoir connu une stabilité de résidence refusée à leurs parents ou grands-parents. Dans certains cas, leurs parents peuvent avoir fait partie d'une vague de réfugiés. Plus généralement, dans de nombreuses sociétés, le passage d'un système de location auprès de propriétaires privés à la propriété ou à la location auprès d'organismes publics a contribué à réduire la mobilité. En s'attachant particulièrement à la Grande-Bretagne, Phillipson *et al.* (1999) ont suggéré que les changements sociaux avaient produit un lien plus étroit entre les gens et les lieux à la fin du XX^e siècle qu'à son début.

Le voisinage comme contexte

Un rapport du ministère britannique de la santé a souligné l'impact contextuel du voisinage sur la santé et le bien-être. Ce faisant, il a établi un lien entre le bien-être physique et la qualité et la nature des interactions sociales dans une zone locale. Selon ce rapport,

« Les voisinages où les gens se connaissent et se font confiance et où ils ont leur mot à dire sur la gestion de la communauté peuvent être d'un grand secours pour faire face aux stress de la vie quotidienne, qui ont des incidences sur la santé. En outre, le fait d'être partie prenante dans la communauté locale favorise le respect de soi et permet aux gens de se sentir mieux », cité dans Morrow, 1999, p. 745).

Le voisinage comme milieu social peut donc avoir un effet indépendant sur les chances de vie, et cela de diverses manières. Il est clair que l'endroit où l'on vit peut avoir une incidence sur la qualité des services locaux auxquels on a accès, sur l'exposition à la criminalité et à la violence, sur l'influence des pairs et sur les processus de socialisation. Les résidents des quartiers pauvres ont,

par exemple, moins de chances d'achever leur scolarité et plus de chances d'être concernés par la criminalité, en tant que victimes ou qu'auteurs. Ce que Friedrichs (1996) désigne comme l'effet contextuel du voisinage peut donc être particulièrement marqué dans les zones les plus défavorisées. Ces effets contextuels sont notamment la structure d'opportunités restreinte qu'offre le voisinage (manque de perspectives d'emploi formel et informel) et le développement de normes sociales déviantes - ou du moins de normes sociales extérieures à celles de la majorité.

Les politiques à mettre en œuvre ont été en partie dictées par l'apparente intensification de ces effets contextuels lorsque l'exclusion sociale coïncide avec l'exclusion spatiale. Cette concentration de personnes disposant de ressources économiques limitées et de réseaux de possibilités faibles ajoute un degré supplémentaire d'exclusion spatiale - les effets de voisinage exacerbent encore les processus d'exclusion sociale occasionnés par la pauvreté, le chômage, l'échec du mariage, la maladie - et généralement par une combinaison de facteurs. Ces voisinages sont caractérisés par ce que Wood (2000) a désigné comme une « incorporation négative » et Castells (1998a) comme une « intégration perverse » dans laquelle des formes négatives de capital social se développent comme des moyens de faire face à un environnement social et économique de plus en plus hostile. Il y a là inévitablement des relations causales compliquées et il est extrêmement difficile de distinguer les effets liés au voisinage de ceux qui relèvent des parents ou d'autres effets particuliers. Qui plus est, le contexte du voisinage peut avoir plus d'incidence sur certains groupes que sur d'autres. Par exemple, l'influence des pairs peut jouer un bien plus grand rôle pour la socialisation des adolescents qu'à l'école pré-primaire, où l'influence parentale a plus de chances d'être dominante (Ellen et Turner, 1997). La relation de causalité présente une autre complication : les effets contextuels du voisinage ont des chances d'être non linéaires. En d'autres termes, on ne peut pas postuler que les indicateurs simples que sont le niveau de chômage ou la proportion de parents isolés montrent également dans quelle mesure le voisinage exerce des effets indépendants sur les chances de vie ou la qualité de vie. Comme le suggèrent Quercia et Galster (1997), il est plus vraisemblable qu'il y ait des seuils au-delà desquels le problème de l'exclusion sociale ou de l'influence négative des pairs

puisse devenir plus aigu. Comme le précisent Ellen et Turner (1997) :

« Tant que l'incidence d'un problème (comme la pauvreté, le chômage ou la criminalité) reste inférieure à un certain seuil, il peut avoir peu d'impact sur les résidents du voisinage. Mais dès lors que l'incidence dépasse le seuil, le problème peut prendre des proportions plus importantes, changer la situation et le comportement des résidents dans l'ensemble du voisinage » (p. 844-845).

Peut-être l'effet contextuel le plus clair du voisinage est-il lié à la stigmatisation et à l'étiquetage. La réputation sociale et l'image d'un quartier sont particulièrement importantes du point de vue des perspectives d'emploi. En outre, ces facteurs peuvent avoir un plus grand poids dans l'environnement des secteurs de services, où les compétences sociales deviennent les qualifications premières pour de nombreux emplois. Les réputations collent à la peau des quartiers et les jeunes peuvent éprouver tout particulièrement que le fait de résider dans un quartier porteur d'une image de criminalité et de pauvreté contribue à les défavoriser encore davantage sur le marché du travail. Byrne (1999), s'appuyant sur des recherches menées en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni, affirme que « le lieu de résidence signifié par l'adresse fonctionne comme base de discrimination contre eux [les résidents des zones défavorisées] lorsqu'ils cherchent un emploi ». Il poursuit : « Ils sont étiquetés par l'espace qu'ils occupent » (p. 121).

Le voisinage comme marchandise

Il devrait à peine être surprenant que l'exclusion sociale et spatiale augmente lorsque que les zones résidentielles des villes subissent des transformations qui se traduisent par moins d'espaces publics et davantage d'enclaves protégées et exclusives. Dans la ville privatisée, la sûreté et la sécurité deviennent des marchandises présentées et vendues comme un type de voisinage. Certains ont vu dans ces évolutions une conséquence de la pression qui pousse les villes à rechercher un avantage compétitif pour attirer un capital disponible et des résidents contribuables. Hack (1997) décrit « l'existence de "corridors élitaires" qui ont poussé dans de nombreuses villes, notamment européennes et asiatiques. Les communautés résidentielles, commerciales et d'affaires se situent dans ces

corridors élitaires. Ceux-ci sont coupés de leurs alentours. À Manille, des villages clos ont été créés, avec des rues privées. Les rues publiques sont désespérément congestionnées, mais avec une carte d'accès pour ces villages, on peut réussir à naviguer à travers la ville. Cela se traduit fonctionnellement par l'existence de deux villes - la ville privée et la ville publique » (cité par Université de Pennsylvanie, 1997).

C'est aux États-Unis que la demande d'enclaves protégées est la plus développée. Quelque 8,5 millions de citoyens américains se sont retirés derrière les murs de 19 000 quartiers privés. En Californie, selon Blakely et Snyder (1997), 40 % environ des nouveaux logements sont situés derrière des murs. Les barrières de sécurité et les gardes armés de ces quartiers minimisent les risques et les incertitudes qui rôdent de l'autre côté et le « contexte » est assuré. Nous avons là ce qui a été appelé « marchandisation des communautés » (Guterson, cité par Lang et Danielsen, 1997), dans laquelle, selon la catégorisation de Blakely et Snyder (1997), on vend la communauté comme un *style de vie*, du *prestige* ou de la *sécurité*, ou une combinaison des trois. Dans des voisinages de ce genre, il se peut qu'une cohésion tournée vers l'intérieur entre des gens qui ont les mêmes points de vue, le même niveau de richesse ou les mêmes anxiétés cohabite difficilement avec l'exclusion du monde extérieur. Des règles et des règlements formels garantissent la conformité et se substituent aux contrôles sociaux informels qui peuvent se mettre en place au fil du temps dans un quartier stable. La ségrégation prend donc différentes formes et n'est pas nécessairement associée avec une exclusion oppressive ou une autoségrégation ethnique. Plusieurs commentateurs (voir, par exemple, Atkinson et Flint, 2004) ont indiqué que la tendance croissante des élites à se retirer dans ces quartiers privés à caractère défensif était indicatrice d'une forme nouvelle et largement répandue de modèle sociospatial dans laquelle l'auto-ségrégation des riches est une caractéristique croissante de la ville contemporaine. C'est peut-être dans les zones résidentielles des villes des États-Unis, et en particulier à Los Angeles, dont Davis (1990) a dépeint d'une manière si évocatrice l'architecture oppressive et militariste, que la télévision en circuit fermé, les gardes de sécurité et les portails électroniques sont les plus évidents. Cependant, les infrastructures matérielles d'une polarisation sociale et économique crois-

sante sont évidentes dans de nombreuses villes de premier plan.

Ces divisions sont accélérées par une marchandisation croissante de l'espace résidentiel, de nombreux gouvernements encourageant l'accès à la propriété et se retirant du logement public de masse. À mesure que se développent les marchés secondaires, le choix du lieu est déterminé davantage par la capacité à le financer et par les revenus que lorsque la sélection administrative et les processus de rationnement étaient plus importants. Compte tenu du rôle prédominant que jouent de plus en plus les mécanismes de marché, les contours du marché du logement reflètent plus étroitement les profits du marché du travail. Les villes les plus importantes comportent des quartiers résiduels pour les pauvres et les mal payés, un secteur, destiné à la masse moyenne, dans lequel les habitants sont propriétaires de leur logement et où les prix sont stratifiés, et des quartiers de standing pour ceux qui sont riches à l'échelle locale et mobiles à l'échelle internationale. Cela a pour conséquence une plus grande divergence entre les prix des segments du marché du logement, alimentés essentiellement par les revenus et les préférences de ceux qui travaillent sur le marché du travail local et les enclaves sujettes à une hyperinflation (et parfois à une hyperdéflation) qui attirent l'investissement étranger, les super-riches locaux et l'élite cosmopolite. Il y a des quartiers connectés à l'échelle mondiale et d'autres qui sont exclus à l'échelle locale.

Le voisinage comme niche de consommation

Les voisinages sont désormais commercialisés comme offrant des attributs particuliers pour des sous-groupes particuliers. Ce « marketing de lieu » dont les quartiers font l'objet est considérablement renforcé par la capacité technologique à saisir et à traiter de nombreuses bases de données. Il y a toujours eu dans les villes des bons et des mauvais quartiers, des lieux à éviter et des lieux recherchés, mais nous n'avons plus besoin de nous fier à nos amis, à nos collègues de travail ou au boniment subjectif de l'agent immobilier pour définir le classement de tête de nos quartiers préférés. À l'ère de l'information, nous pouvons nous connecter et obtenir sur notre ordinateur des profils de plus en plus détaillés sous une forme de

plus en plus désagrégée. Au Royaume-Uni, par exemple, le site Web www.upmystreet.co.uk propose des profils de quartiers pour un certain nombre de codes postaux sélectionnés. Mon quartier y est décrit comme correspondant au type 19 de la classification ACORN, ce qui semble signifier qu'on y trouve des appartements, des jeunes actifs exerçant des professions libérales et des couples. On m'y fournit le taux de criminalité local, des informations sur les performances de l'école locale et la configuration locale des derniers résultats électoraux. On m'y indique aussi que « les gens qui habitent dans un quartier du type 19 ACORN ont 65 % de chances de plus d'être végétariens. Ils préfèrent prendre leurs vacances hors des sentiers battus et veulent rester au fait des évolutions technologiques. Ils s'efforcent de rester en bonne santé avec un régime pauvre en graisses et en faisant du sport. Ils n'aiment pas le bricolage ». Ils ont également, semble-t-il, « une propension supérieure à la moyenne à répondre aux publipostages et à la publicité dans la presse, mais un intérêt inférieur à la moyenne pour la télévision ». Le fait qu'une telle description ne corresponde pas à mon profil est hors sujet. Ces sources d'information permettent à ceux qui en ont le choix de prendre des décisions plus précises quant aux quartiers qui ont le plus de chances de leur fournir le capital matériel, culturel et économique qu'ils recherchent.

En outre, même si nous ne nous intéressons personnellement guère à notre voisinage, d'autres s'y intéressent - notamment les agents immobiliers, les promoteurs, les fabricants de biens de consommation durables ou l'industrie de la publicité. Que nos sentiments de valeur sociale ou d'appartenance sociale soient enracinés dans le voisinage local ou proviennent de sources spatialement plus diffuses, notre lieu de résidence dit quelque chose de nous et est présenté de manière à attirer d'autres personnes qui ont le même mode de vie ou les mêmes aspirations sociales. De fait, un voisinage où les interactions sociales sont limitées, où les gens restent chez eux et évitent les contacts avec leurs voisins pourrait être un bon argument de vente pour certains. Lorsque nous utilisons notre carte de fidélité au supermarché pour récolter par exemple nos points de bonus, notre ticket de caisse s'ajoute au profil cumulatif des habitudes de consommation des gens qui vivent dans des quartiers du même type que le nôtre. De plus en plus, nous sommes l'endroit où nous vivons.

Comme on pourrait s'y attendre, la classification des quartiers selon les types de modes de vie, avec les habitudes de consommation y afférentes, est fortement développée aux États-Unis. *Claritas Connect* « amène jusqu'à votre ordinateur les plus importantes sociétés de collecte de données démographiques et commerciales du pays ». Les données sont fournies au niveau des groupes de pâtés de maisons ou des secteurs de recensement et l'analyse de groupes PRIZM divise les consommateurs américains en 66 segments, répartis en 14 groupes et portant des surnoms évocateurs tels qu'« Argent et matière grise », « Jeunes qui s'y connaissent en informatique » et « Cocktail bohème » pour le groupe des « Beaux quartiers urbains ». Dans le groupe « Noyau urbain », on trouve notamment le « Blues de la grande ville » et les « Racines urbaines ». La description de la base de données déclare que celle-ci « repose sur l'adage familial selon lequel "qui se ressemble s'assemble" ». Lorsqu'ils cherchent un lieu où vivre, les gens ont tendance à rechercher des quartiers compatibles avec leur style de vie, où ils trouveront d'autres personnes dans une situation comparable et ayant des comportements de consommation similaires. Une fois défini, le caractère d'un quartier tend à perdurer dans le temps, même si, individuellement, les résidents vont et viennent » (<http://www.claritas.com>).

Le voisinage à l'ère de l'information

Cet « étiquetage » des attributs des quartiers s'inscrit, bien entendu, dans le cadre d'une transformation plus large et plus profonde des principales agglomérations urbaines du monde. Il suffit, aux fins du présent article, de souligner qu'il faut considérer que le voisinage, sur le plan tant discursif que matériel, est plutôt en cours de transformation qu'abandonné dans le sillage de l'évolution technologique et de ses ramifications sociales. Les impacts les plus directs se sont cependant manifestés dans les inquiétudes exprimées à propos des « fractures numériques » et de l'écart qui s'élargit entre les quartiers technologiquement riches et technologiquement pauvres. Les espaces exclus de la sphère électronique tendent à être associés à des groupes particuliers dans des zones particulières des villes. Les éléments les plus systématiques à cet égard viennent des États-Unis, où l'Administration nationale des

télécommunications et de l'information a réalisé une série d'études sur la fracture numérique (par exemple NTIA, 1997). Ces rapports ont fait apparaître, entre autres, une disparité croissante d'accès aux lignes et de qualité de connexion entre les zones du centre-ville, peuplées par des Noirs et des Hispaniques, et les quartiers mitoyens, où résident des foyers blancs aux revenus plus élevés. Des auteurs comme Castells (1998b) ont mis en lumière le fait que les quartiers de centre-ville sont désormais à la fois connectés à l'échelle mondiale et déconnectés à l'échelle locale. Dans la terminologie de Castells, le centre-ville comporte à la fois des espaces de plus en plus valorisés et de plus en plus dévalorisés. Les espaces valorisés font partie d'un réseau mondial dont la logique de développement peut n'avoir que peu en commun avec l'arrière-pays économique et social qui les entoure. « Étant donné que ces espaces, cette population et ces institutions ont une pertinence décroissante à l'égard des fonctions qui ont de la valeur pour l'îlot de prospérité et d'innovation qu'est le centre-ville, il existe, du point de vue de la logique de systèmes, un processus autorenforcé de marginalisation spatiale, d'exclusion sociale et de dévaluations fonctionnelles des espaces négligés, contournés par les autoroutes de l'information qui sillonnent l'espace des flux » (p. 31). Dans une veine comparable, Graham et Marvin (2001) décrivent les forts contrastes observés en matière de fourniture d'infrastructures dans le delta de la Rivière des Perles. Des investissements massifs et rapides sont destinés à desservir les « besoins et les espaces » des puissants, tandis que les améliorations des infrastructures élémentaires destinées à la majorité sont très en retrait.

Ce scénario a une autre face, plus positive, bien qu'un peu moins convaincante. Tout comme les autoroutes de l'information peuvent contourner certains quartiers, elles peuvent aussi être le moyen qui leur permet d'échapper à la stigmatisation et aux handicaps dont ils souffrent. Les mouvements communautaires au niveau de la base ont vu dans les nouvelles technologies non seulement une fracture sociale nouvelle et cruciale, mais aussi un moyen puissant de permettre aux quartiers dont les réseaux sociaux sont pauvres en ressources de se connecter au reste du monde. A. et M. Shaw (1999) donnent une idée de ces possibilités lorsqu'ils rappellent combien le gouvernement fédéral américain est soucieux de l'infrastructure nationale de l'information.

Pourquoi, selon eux, ne pas étendre ce concept à une « infrastructure de l'information du quartier » ? Filant la métaphore de l'autoroute, ils poursuivent :

« Nous devons envisager la possibilité que cette technologie puisse aider les membres d'une communauté à construire l'infrastructure de l'information de leur quartier. Les autoroutes qui relient les États ne seraient pas très utiles s'il n'y avait pas de bretelles de sortie. Les gens ont besoin de circuler sur des voies de desserte locale et entre les pâtés de maisons, et non pas seulement d'une ville à l'autre. En fait, les gens passent la plupart de leur temps à circuler sur leurs routes locales » (p. 323).

Il existe d'autres évaluations, de portée plus large, consacrées à l'impact des technologies sur les villes et les quartiers et axées sur la transformation des relations entre le travail et le logement et sur le changement de nature intrinsèque du travail. Ces débats n'ont pas lieu aux marges de la futurologie et sont généralement plus élaborés que les prédictions, jusqu'à présent non réalisées, selon lesquelles le travail se ferait massivement chez soi. Le télétravail n'a certainement pas encore atteint l'échelle envisagée par certains et le fait de travailler chez soi correspond souvent à de bas salaires et à des emplois peu qualifiés. Fukuyama (1999) propose une version particulièrement hardie et positive des évolutions possibles et suggère que nous nous sommes habitués, du fait de l'industrialisation, à une relation historiquement particulière entre la maison et le travail. Selon lui, « tout se passe désormais comme si le plus naturel et le plus en accord avec l'expérience historique de l'homme était bien la coexistence, sous le même toit, du foyer et du lieu de travail. Il se pourrait même que la technologie – qui a malheureusement d'infinies capacités pour nous séparer de nos désirs et de nos penchants naturels – se révélât capable, en cette occasion, de restaurer un peu de cette intégration globale de la vie que l'ère industrielle nous avait fait perdre » (p. 363).

Dans *e-topia* (1999), Mitchell propose un examen considérablement plus détaillé de ces questions et, dans un chapitre consacré au foyer et au voisinage, analyse notamment les implications des technologies pour l'urbanisme et le zonage urbain, l'architecture résidentielle et la géographie, ainsi que pour le contenu des relations primaires et secondaires. Il évoque « un regroupement des habitats d'un nouveau style associant vie et travail dans des quartiers habités 24 heures sur 24 et combinant efficacement des

attractions locales et des connexions mondiales » (p. 78). Une nouvelle relation entre le domicile et le travail pourrait se traduire par des banlieues qui ne se vident plus le matin et des centres-villes qui pourraient retenir une population résidentielle plus importante. En outre, le zonage des villes qui a séparé le résidentiel et le non-résidentiel à l'âge industriel est, selon lui, de plus en plus inapproprié dans un environnement où une grande partie des nouveaux emplois sont à petite échelle, de haute technologie et propres. Cependant, ses observations les plus intéressantes concernent le changement de la sociologie et du modèle spatial des réseaux sociaux. Pour Mitchell (1999), ils impliquent simultanément une intensification des relations à distance et une coprésence.

« Dans les quartiers habités 24 heures sur 24 qui apparaissent à l'ère électronique numérique, les modèles se transformeront encore et l'effet net sera complexe. Certaines relations sociales secondaires seront tout simplement éliminées, car les systèmes électroniques remplaceront, par exemple, les guichets de banque, les vendeurs des magasins de détail. Mais d'autres seront régénérées au niveau des quartiers, car la vie sociale revitalise : un plus grand nombre des gens dont vous ferez la connaissance résideront près de chez vous. Et d'autres encore se créeront et s'entretiendront à distance par des combinaisons d'échanges électroniques et de rencontres face à face occasionnelles » (p. 80).

Mitchell fait cependant écho à Castells pour reconnaître le revers de ces transformations potentielles. Les progrès des télécommunications et une plus grande efficacité des réseaux de transport créent pour certains une plus grande liberté géographique. Les quartiers les plus attirants des villes les plus attirantes deviennent encore plus recherchés. Cependant, d'autres quartiers moins bien situés ont plus de chances d'être délaissés, ce qui s'exprime par une plus grande divergence des prix et des investissements.

« Quand tout est secoué, le principe directeur de l'immobilier se trouve être le suivant : les réseaux de télécommunications peuvent ajouter une grande valeur à des localités où des gens relativement aisés souhaiteraient vivre. Ils peuvent supprimer les contraintes qui les empêchaient auparavant de le faire. Mais ils n'aident pas ceux qui se trouvent piégés dans des zones marginalisées où les services sont insuffisants et qui sont trop pauvres pour déménager » (Mitchell, 1999, p. 77).

Pour conclure

Quelle est donc l'importance du voisinage ? Faudrait-il nous en préoccuper ? De toute évidence, des tendances s'expriment depuis longtemps dans le sens d'un déclin du rôle et du sens conventionnels qui faisaient du voisinage le point central de notre vie quotidienne. Cependant, certains facteurs à l'œuvre aujourd'hui peuvent renforcer et transformer ce rôle. De nouvelles formes de familles et l'érosion des liens traditionnels de parenté, une plus grande mobilité spatiale et des taux plus élevés de participation des femmes à la population active formelle sont quelques-uns des facteurs qui ont réduit l'importance du quartier résidentiel comme espace géographique, auparavant le lieu d'une expérience communautaire. Dans la plupart des sociétés, la tendance consiste à ce que les gens passent plus de temps au travail, en un lieu ordinairement situé à quelque distance de leur foyer. Les familles ont tendance à vivre plus loin et à avoir des réseaux sociaux centrés sur le lieu de travail ou sur des activités de loisirs extérieures au voisinage. Ce dernier conserve cependant encore une partie de ses fonctions traditionnelles. Des continuités puissantes s'expriment quant à son rôle en tant que domaine d'interaction sociale occasionnelle et lieu où nous passons du temps avec notre partenaire ou nos enfants et où nous pouvons nous sentir plus détendus. Même si nos réseaux sociaux sont géographiquement diffus et se chevauchent, le voisinage reste un site essentiel pour les routines de la vie quotidienne, qui se révèlent être une part importante de notre identité sociale.

Dans cette perspective, il est clair que le voisinage joue, pour les personnes âgées, les enfants, ceux qui travaillent à la maison et les chômeurs, les malades ou les handicapés, un plus grand rôle que pour les cadres célibataires de la classe moyenne qui communiquent au moyen de leur ordinateur portable, avec et de leur bureau. Pour les personnes âgées en particulier, le quartier résidentiel conserve un grand nombre de ses fonctions traditionnelles en tant que lieu d'amitié et de soutien social. Il nous faut prendre garde d'adopter à propos du voisinage une perspective qui serait celle de l'intellectuel cosmopolite. La plupart des gens, souvent, sont des « locaux ». En outre, le vieillissement rapide de nombreuses sociétés signifie qu'une part progressivement croissante de la population passera sans doute

plus de temps dans le quartier et aux alentours de celui-ci. Les personnes âgées de demain seront évidemment différentes de celles d'hier en termes de mode de vie et de niveau de richesse. Le désir qu'elles expriment généralement est de vivre indépendantes, mais dans des quartiers bien équipés de services.

Les effets des technologies et des médias électroniques sont également plus ambigus qu'on ne pourrait le supposer. L'image dominante est celle de traditions et de liens locaux graduellement affaiblis par l'intrusion de la mondialisation, par l'intermédiaire des chaînes de restauration rapide, du courrier électronique, de l'Internet et de la télévision par câble. Cependant, les évolutions du téléachat, de la banque électronique et des autres services de ce genre pourraient bien avoir pour effets parallèles la localisation et la mondialisation. Comme le suggère Mitchell, il pourrait se produire une désintermédiation progressive de nos relations secondaires, qui se traduirait par le fait que nos contacts ordinaires face à face pourraient devenir plus localisés. Un plus grand nombre de personnes de notre connaissance pourraient vivre localement par des évolutions des pratiques de détail et du changement des relations entre l'habitation et le travail. Il s'agit là inévitablement d'une spéculation qui dépasse tous les éléments fermement établis. Si de telles tendances existent, elles ne sont que naissantes. Cependant, avec un plus grand choix géographique, au moins pour certains, on pourrait s'attendre à une plus grande contiguïté et une plus grande coïncidence des lieux de résidence et de travail. Ceux qui en ont la liberté et les compétences ont des chances de passer plus de temps à travailler chez eux, sinon même de chez eux. En ce sens, la séparation entre domicile et travail et la séparation entre voisins et relations de travail pourraient bien diminuer plutôt que s'accroître.

Pour ceux qui ont peu de choix, ou pas de choix du tout, le voisinage revêt une importance d'un autre ordre. Ceux qui ne disposent pas des compétences sociales et techniques nécessaires à l'ère de l'information se trouvent de plus en plus désavantagés – canalisés vers certaines parties des villes. La concentration croissante des pauvres produit de la stigmatisation, un étiquetage négatif et des quartiers présentant une forme de capital social qui est plus un piège qu'un facteur d'autonomisation.

Que nous le voulions ou non et, de fait, que nous en parlions ou non à nos voisins, nous vivons dans des voisinages qui font l'objet d'une classification et d'une numérisation croissantes. Les technologies de l'ère de l'information permettent une distinction – et, au besoin, une discrimination – fine entre les voisinages. L'industrie de l'immobilier, les supermarchés, les fournisseurs de vacances sur mesure et autres acteurs du même genre veulent en savoir plus sur l'endroit où nous vivons, l'endroit où nous voulons vivre et nos habitudes de consommation. En un temps de vente directe et de téléachat, le voisinage est voué à prendre plus d'importance pour les vendeurs, en tant que discriminatoire de modes de vie.

Pour en revenir à notre point de départ, malgré ses ambiguïtés conceptuelles et l'idée universitaire selon laquelle se préoccuper du « voisinage » a quelque chose d'anachronique, celui-ci demeure une préoccupation majeure des décideurs politiques et des politiciens travaillant à diverses échelles spatiales. Whitehead (2003) souligne l'appropriation du terme au niveau international (Commission des Nations unies sur la gouvernance mondiale) – le « village » mondial devient le « voisinage » mondial – en tant qu'espace moral permettant de gérer les problèmes économiques, politiques et écologiques complexes de la planète » (p. 277). L'idée de voisinage continue d'évoquer les attributs positifs de la mutualité, de la solidarité et de la relation, ainsi qu'un sentiment de responsabilité et de destin partagés. Au niveau national, au Royaume-Uni et ailleurs, ce sont ces attributs qui sous-tendent l'éventail croissant d'initiatives portant l'estampille du voisinage – ce sont des qualités de ce dernier qu'il convient d'entretenir et/ou de raviver.

Une idée cynique serait de considérer que nous sommes déjà passés par là. Nous avons ainsi connu, à la fin des années 1960, les « *Area based initiatives* », politique mise en œuvre pour faire face aux ravages de la désindustrialisation et de la restructuration économique qui touchaient de nombreuses villes occidentales – et qui ont été condamnées théoriquement à l'époque comme des écrans de fumée masquant des forces structurelles puissantes qui ne pouvaient pas être affrontées à cette échelle spatiale. Se posent cependant d'intéressantes questions quant à la réémergence des idées de communauté et de voisinage dans différents contextes sociaux, économiques et culturels. Par exemple, en quoi les différentes réponses en termes de politiques et les pratiques discursives consacrées au voisinage diffèrent-elles de celles du passé et pourquoi ? (voir Whitehead, 2003, pour certaines observations théoriques intéressantes à cet égard).

Cependant, quelles que soient les conclusions théoriques auxquelles nous parviendrions quant à savoir si et comment nous devrions nous préoccuper du voisinage, peu d'éléments laissent penser qu'il ne continuera pas d'exercer une attraction puissante sur l'imagination populaire et au sein du débat politique. Dans ce contexte, j'apprécie particulièrement l'observation de Byrne, qui notait à propos des séries télévisées populaires que « ce n' [était] pas pour rien que les plus célèbres des séries australiennes s'intitulaient *Voisins* » (p. 85). En outre, en tant que point focal de la recherche sociale, le voisinage (certes défini et opérationnalisé) continuera d'être un riche laboratoire dans lequel on pourra explorer des processus plus larges de fluidité, de changement et de stabilité.

Références

- | | | |
|---|---|---|
| <p>ATKINSON, R. ; FLINT, J. 2004. « Fortress UK ? Gated communities, the spatial revolt of the elites and time-space trajectories of segregation », <i>Housing Studies</i> 19, 6, p. 875-892.</p> | <p>BAUMGARTNER, M. 1988. <i>The Moral Order of a Suburb</i>, Oxford, Oxford University Press.</p> <p>BLAKELY, E. ; SNYDER, M. 1997. <i>Fortress America : Gated Communities in the United States</i>,</p> | <p>Washington , Brookings Institute Press.</p> <p>BUTLER, T. ; ROBSON, G. 2000. <i>Social Capital Gentrification and Neighbourhood Change in London</i>, Mimeo.</p> |
|---|---|---|

- BYRNE, D. 1999. *Social Exclusion*, Buckingham, Open University Press.
- BYRNE, D. 2001. *Understanding the Urban*, Londres, Palgrave.
- CASTELLS, M. 1997. *The Power of Identity*, Oxford ; Blackwell. Traduction française : *Le pouvoir de l'identité (L'ère de l'information 2)* Paris, Fayard, 1999.
- CASTELLS, M., 1998a. *End Of Millennium*, Oxford, Blackwell. Traduction française : *Fin de millénaire (L'ère de l'information 3)* Paris, Fayard, 1999.
- CASTELLS, M. 1998b. « The informational city is a dual city : can it be reversed ? », dans D. Schön, B. Sanyal, W. Mitchell (dir.), *High Technology and Low Income Communities : Prospects for the Positive Use of Information Technology*, Cambridge MA, MIT Press.
- DAVIES, M. 1990. *City of Quartz*, Londres, Verso.
- ELLEN, I. ; TURNER, M. 1997. « Does neighbourhood matter ? Assessing recent evidence », *Housing Policy Debate* 8, 4, p. 833-866.
- ETZIONI, A. 1993. *The Spirit of Community : Rights, Responsibilities and the Communitarian Agend.* New York, Crown.
- FRIEDRICHS, J. 1996. *Context Effects of Poverty Neighbourhoods in Residents*. Discours inaugural à la Conférence de recherche sur le logement de l'ENHR/SBI sur le logement et l'intégration (ENHR/SBI Housing Research Conference on Housing and European Integration), Helsingor, Danemark, 26-31 août.
- FUKUYAMA, F. 1999. *The Great Disruption : Human Nature and the Reconstitution of Social Order*, London, Profile Books. Traduction française : *Le grand bouleversement : la nature humaine et la reconstitution de l'ordre social*, Paris, la Table Ronde, 2003.
- GRAHAM, S. ; MARVIN, S. 2001. *Splintering Urbanism.*, Oxford, Blackwell.
- GRANOVETTER, M. 1973. « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 78, p. 360-380.
- GUEST, A. ; WIERZBICKI, S. 1999. « Social ties at the neighbourhood level : two decades of GSS Evidence », *Urban Affairs Review* 35,1, p. 92-111.
- HENNING, C. ; LIEBERG, M. 1996. « Strong ties or weak ties ? Neighbourhood networks in a new perspective », *Scandinavian Housing and Planning Research* 13, p. 3-26.
- HILL, R. C. ; FUJITA, K. 2003. « The nested city : introduction », *Urban Studies*, 40, p. 207-217.
- LANG, R. ; DANIELSEN, K. 1997. « Gated communities in America : Walling out the world ? », *Housing Policy Debate* 8, 1, p. 867-899.
- MCGREW, T. 1992. « A global society ? », in S. Hall, D. Held, T. McGrew (dir.), *Modernity and its Futures*, Cambridge, Polity Press.
- MITCHELL, W.J. 1999. *E-topia*, Cambridge MA, MIT Press.
- MORROW, V. 1999. « Conceptualising social capital in relation to the well-being of children and young people : a critical review », *Sociological Review*, p. 745-765.
- NATIONAL TELECOMMUNICATIONS AND INFORMATION ADMINISTRATION (NTIA). 1997. *Falling Through the Net II : New Data on the Digital Divide* <http://www.ntia.doc.gov/ntiahome/net2/falling.html>.
- PAHL, R. E. 1991. « The search for social cohesion : from Durkheim to the European Commission », *Archives européennes de sociologie*, vol. 32, p. 345-360.
- PHILLIPSON, C. ; BERNARD, M. ; PHILLIPS, J. ; OGG, J. 1999. « Older people's experiences of community life : patterns of neighbouring in three urban areas », *Sociological Review*, p. 715-739.
- PUTNAM, R. D. 1993a. *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- PUTNAM, R. D. 1993b. « The prosperous community : social capital and public life », *American Prospect*, Spring, p. 35-42.
- QUERCIA, R. ; GALSTER, G. 1997. « Threshold effects and the expected benefits of attracting middle income households to the central city », *Housing Policy Debate* 8, 2, p. 409-435.
- REICH, R. 1991. *The Work of Nations*, London, Simon and Schuster. Traduction française : *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.
- SAMPSON, R. 1988. « Local friendship ties and community attachment in mass society », *American Sociological Review* 53, p. 766-779.
- SHAW, A. ; SHAW, M. 1999. « Social empowerment through community networks », in D. Schon, B. Sanyal, W. Mitchell (dir.), *High Technology and Low Income Communities : Prospects for the Positive Use of Information Technology*, Cambridge MA, MIT Press.
- SMITH, N. 2002. « New globalism, new urbanism : gentrification as global urban strategy », *Antipode*, 34, 3, p. 427-450.
- SOCIAL EXCLUSION UNIT. 2000. *National Strategy for Neighbourhood Renewal : a Framework for Consultation*, Londres, HMSO.

UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA.
1997. *Report on the Third
Annual Provost's Conference
on International Education
and Research : the Urban
Agenda : the Effects of
Globalization on Major Cities*,
21 mars.

URRY, J. 2000. « Mobile
sociology », *British Journal of
Sociology* 51, 1, p. 185-204.

WHITEHEAD, M. 2003.
« Love thy neighbourhood -
rethinking the politics of scale and
Walsall's struggle for
neighbourhood democracy »,

Environment and Planning A 35,
p. 277-300.

WOOD, G. 2000. *Concepts and
Themes : Landscaping Social
Development*, SD SCOPE
Paper n° 9, Institute for
International Policy Analysis,
Faculty of Humanities and Social
Sciences, University of Bath.